

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

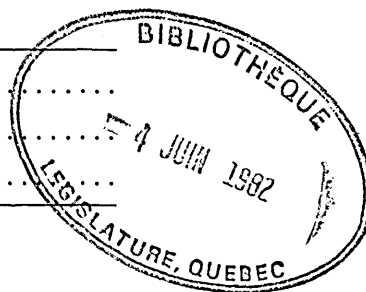
## Projet de loi n° 67

Loi modifiant la Loi sur les poursuites sommaires,  
le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a principalement pour objet d'humaniser le recouvrement des amendes imposées en vertu des lois du Québec et de faciliter l'accès des citoyens à la justice dispensée par les tribunaux. Il a également pour objet de modifier diverses lois afin de favoriser une meilleure administration de la justice. À ces fins, le projet est divisé en quatre sections.*

*La première modifie la Loi sur les poursuites sommaires principalement en ce qui a trait à l'exécution des jugements rendus en matière pénale provinciale.*

*Désormais, lors de l'imposition d'une amende, le juge de paix ne pourra rendre aucune ordonnance pour le recouvrement de cette amende, et le débiteur aura automatiquement un délai d'au moins 30 jours pour l'acquitter.*

*L'exécution du jugement sera plutôt confiée à un officier de justice qui pourra prolonger le délai de paiement ou accepter des paiements différés; au besoin, c'est lui qui prendra par la suite les mesures les plus appropriées à la perception de l'amende.*

*Le débiteur incapable de payer sa dette malgré la saisie qui aura pu être faite de son salaire ou de ses biens, pourra s'en acquitter en exécutant les travaux compensatoires qui lui seront indiqués, et l'emprisonnement à défaut de paiement ne sera possible qu'en dernier ressort et sur autorisation d'un juge de paix. La durée de ces travaux compensatoires ou de l'emprisonnement sera proportionnelle à l'amende due et sera calculée suivant une table apparaissant en annexe à la loi.*

*D'autres modifications sont également apportées à la Loi sur les poursuites sommaires notamment en ce qui a trait au pouvoir réglementaire du gouvernement.*

*La deuxième section du projet de loi modifie le Code de procédure civile. Ces modifications portent principalement sur la majoration du niveau maximum des petites créances de 500 à 800 \$, sur la hausse des frais en cette matière, sur la majoration du seuil de l'appel de plein droit à la Cour d'appel de 6 000 à 10 000 \$, sur la*

*procédure d'appel et sur les règles régissant l'appel des jugements interlocutoires et de ceux qui autorisent l'émission d'un bref d'évocation.*

*La troisième section de ce projet de loi modifie diverses lois.*

*En particulier, le Code civil sera modifié à des fins techniques ou de concordance notamment aux chapitres des nantissements commerciaux, agricoles et forestiers. De plus, un tribunal pourra désormais accorder en matière contractuelle les intérêts au taux légal et l'indemnité additionnelle jusqu'ici réservés aux matières délictuelles et quasi-délictuelles.*

*Parmi les autres modifications apportées par cette section, il faut noter celle qui permettra, sur une base de réciprocité, des accords avec d'autres pays en matière d'exécution des ordonnances de pensions alimentaires, une autre qui vise la constitution d'un comité de discipline pour les huissiers, et une troisième qui reconnaît aux juges nommés par le gouvernement du Québec les privilèges reconnus de longue date aux juges de la Cour Supérieure.*

*La dernière section du projet de loi contient des dispositions relatives à certains cadastres de la division d'enregistrement d'Abitibi, ainsi que les dispositions transitoires et finales découlant de l'ensemble des modifications apportées par le projet de loi.*

#### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

- Code civil;
- Loi sur les cités et villes, L.R.Q., chapitre C-19;
- Code de procédure civile, L.R.Q., chapitre C-25;
- Loi sur les cours municipales, L.R.Q., chapitre C-72;
- Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires, L.R.Q., chapitre E-19;
- Loi sur les fabriques, L.R.Q., chapitre F-1;
- Loi sur la fonction publique, L.R.Q., chapitre F-3.1;
- Loi sur les huissiers, L.R.Q., chapitre H-4;
- Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, L.R.Q., chapitre I-8.1;
- Loi sur le ministère de la justice, L.R.Q., chapitre M-19;

- Loi sur les poursuites sommaires, L.R.Q., chapitre P-15;
- Loi sur les privilèges des magistrats, L.R.Q., chapitre P-24;
- Loi sur la probation et sur les établissements de détention, L.R.Q., chapitre P-26;
- Loi sur la Régie du logement, L.R.Q., chapitre R-8.1;
- Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., chapitre T-16.

## Projet de loi n° 67

Loi modifiant la Loi sur les poursuites sommaires,  
le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### SECTION 1: LOI SUR LES POURSUITES SOMMAIRES

**1.** L'article 5 de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Un seul juge de paix peut également faire les actes nécessaires après que la cause a été entendue et décidée.».

**2.** L'article 27 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin du paragraphe 2, des mots «occasionnés par la signification et par l'exécution de la dite assignation et du mandat, et par sa détention» par les mots «déterminés par règlement».

**3.** L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Si cette personne est détenue dans un établissement de détention ou hébergée dans une unité sécuritaire visée au paragraphe *h* de l'article 1 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1), le juge de paix peut émettre un mandat enjoignant le shérif ou le directeur général du centre d'accueil, selon le cas, d'amener cette personne pour la contraindre à comparaître devant lui ou devant tout autre juge de paix, aux temps et lieu indiqués, pour rendre témoignage.».

**4.** L'article 45 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 3, du mot «dépens» par le mot «frais».

**5.** L'article 50 de cette loi est abrogé.

**6.** L'article 51 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**51.** Dans tous les cas de condamnation prononcée ou d'ordre rendu par un juge de paix, celui-ci peut ordonner que le défendeur paie au percepteur visé à l'article 57 les frais déterminés par règlement; ces frais sont recouvrables de la même manière qu'une amende.

Le percepteur remet au poursuivant qui a supporté des dépenses reliées à la poursuite une partie des frais dans la mesure prévue par règlement.

Le juge de paix, s'il rejette la plainte ou la dénonciation, peut ordonner que le poursuivant paie au défendeur les frais déterminés par règlement. Cette ordonnance est exécutoire, à la demande de la partie qui a droit aux frais, comme un jugement rendu en matière civile par la Cour supérieure ou par la Cour provinciale, selon le montant en cause, suivant les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'exécution des jugements.».

**7.** Les articles 52 à 54 de cette loi sont abrogés.

**8.** Les articles 55 et 56 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**55.** Le juge de paix, s'il ordonne dans son jugement le paiement d'une somme d'argent, fixe un délai pour ce paiement qui, sauf si le défendeur y renonce, ne doit pas être inférieur à trente jours de la date de la décision. Il ne peut, à ce moment, rendre aucune ordonnance pour le recouvrement de cette somme.

Le présent article s'applique, sous réserve des articles 56 et 56.1, malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale.

«**56.** S'il a des motifs raisonnables de croire que le défendeur se soustraira à la justice, le juge de paix peut ordonner qu'à défaut de paiement immédiat, le défendeur soit incarcéré pour la durée qu'il fixe suivant l'article 63.10.

Les articles 63.11 et 63.12 s'appliquent, le cas échéant.

«**56.1** Une cour municipale qui n'a pas été désignée dans un décret visé à l'article 64 et qui condamne un défendeur à payer une amende peut à ce moment, ordonner qu'à défaut de paiement immédiat ou dans le délai qu'elle fixe, l'on procède à la saisie des biens du défendeur ou à son incarcération.

Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, la durée de cette incarcération est établie suivant l'article 63.10.».

**9.** Les articles 57 à 64 de cette loi sont remplacés par ce qui suit:

« § 1. — *Dispositions générales*

«**57.** Dans la présente section:

a) «amende» comprend toute somme d'argent qu'une personne peut être condamnée ou obligée à payer, dont les frais;

b) «juge de paix» signifie le juge de paix qui a prononcé le jugement ou tout autre juge de paix de même juridiction;

c) «percepteur» signifie la personne désignée à ce titre par le ministre de la Justice.

«**58.** Le percepteur transmet sans délai au défendeur un avis du jugement et, le cas échéant, une demande de payer l'amende dans le délai indiqué.

«**59.** Le percepteur peut s'entendre avec le défendeur et lui accorder, sur demande, tout autre délai additionnel, si l'examen de sa situation financière lui permet de croire que le défendeur a la capacité de payer l'amende mais qu'un délai additionnel est justifié dans les circonstances. Le percepteur peut aussi s'entendre avec le défendeur pour recevoir des paiements différés aux montants, à la fréquence et pour la durée convenues par écrit entre eux.

«**60.** À l'expiration du délai accordé par le juge de paix ou d'une entente prévue à l'article 59, ou lorsque le défendeur ne respecte pas les termes d'une telle entente, le percepteur, s'il le juge à propos, peut procéder à la saisie.

«**61.** Le jugement est exécuté comme un jugement rendu en matière civile et les règles relatives à l'exécution civile des jugements, sauf celles que prévoit le livre huitième du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), s'appliquent sous réserve des exceptions suivantes:

a) le percepteur du tribunal du lieu où le jugement a été rendu est chargé de son exécution et agit en qualité de saisissant;

b) la signification d'un bref de saisie-arrêt peut être faite par courrier recommandé ou certifié;

c) malgré l'article 589 et le premier alinéa de l'article 662 du Code de procédure civile, lorsque le percepteur agit comme saisissant, aucune avance pour couvrir les frais de garde ou les déboursés nécessités par l'exécution ne peut être requise de la part de l'officier chargé du bref.

Sous réserve de l'article 64.1, les procédures de saisie émanent de la Cour provinciale et de la Cour supérieure selon les montants en cause.

«**62.** Avant de procéder à une saisie immobilière, le percepteur doit toutefois demander verbalement et *ex parte*, à un juge de paix d'autoriser cette saisie. Le juge à qui une telle demande est formulée doit alors:

a) autoriser le percepteur à procéder immédiatement à la saisie; ou

b) dans des circonstances exceptionnelles, s'il estime que l'intérêt de la justice sera ainsi mieux servi, autoriser le percepteur à procéder à la saisie mais uniquement si le défendeur refuse ou néglige d'effectuer des travaux compensatoires.

«**63.** Outre le cas prévu au paragraphe b de l'article 62, le percepteur qui constate ou croit qu'une saisie ne permet ou ne permettra pas de recouvrer l'amende peut, suivant la disponibilité des programmes de travaux compensatoires, offrir au défendeur de payer celle-ci par le biais de ces travaux, conformément à l'annexe A.

«**63.1** Le percepteur détermine la nature des travaux compensatoires que le défendeur peut s'engager à exécuter.

Cet engagement est constaté par écrit.

«**63.2** Le défendeur qui s'engage à exécuter des travaux compensatoires peut ainsi acquitter plus d'une amende due au moment de l'engagement.

«**63.3** Le défendeur ne peut s'engager à exécuter plus de 500 unités de travail compensatoire, dont la durée de chacune est de trois heures de travail.

L'accomplissement de travaux compensatoires correspondant au maximum prévu au premier alinéa permet au défendeur d'acquitter toutes les amendes dues au moment de l'engagement, quel qu'en soit le montant.

«**63.4** Les travaux compensatoires visés dans un engagement doivent se terminer dans les douze mois de celui-ci, sauf si l'amende est supérieure à 10 000 \$, auquel cas ils doivent se terminer dans les deux ans de celui-ci.



Le percepteur fait rapport à un juge de paix de l'exécution des travaux une fois que ceux-ci ont été complétés. Sur signature de ce rapport par le juge de paix, le défendeur est libéré du paiement du montant de l'amende.

«**63.5** Le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2), la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1), la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1), la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20), la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1) et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) ne s'appliquent pas à une personne qui exécute des travaux compensatoires en vertu de la présente section.

«**63.6** La Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) s'applique à une personne qui exécute des travaux compensatoires.

Pour l'application de cette loi:

a) cette personne est réputée être un travailleur rémunéré au sens de cette loi;

b) la prestation due à cette personne est calculée sur son revenu hebdomadaire moyen habituel si elle a alors un emploi ou, si elle n'en a pas, sur son revenu hebdomadaire moyen estimé, ce dernier étant établi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en tenant compte des revenus que la personne aurait gagnés au moment de l'accident si, lors de cet accident, elle avait exercé l'emploi qu'elle occupait avant d'effectuer les travaux compensatoires; toutefois, si la Commission ne peut ainsi établir le revenu hebdomadaire moyen, elle le détermine selon la méthode qu'elle croit la mieux appropriée dans les circonstances;

c) le gouvernement est présumé être l'employeur de cette personne;

d) la cotisation de l'employeur est établie selon les normes appliquées en vertu de cette loi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

«**63.7** Malgré l'article 6 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1), seuls les articles 12 à 48 et le paragraphe 11 de l'article 51 de cette loi s'appliquent à une personne qui exécute des travaux compensatoires.

Pour l'application de cette loi:

a) le gouvernement est présumé être l'employeur de cette personne;

b) la cotisation de l'employeur est établie selon les normes appliquées en vertu de cette loi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

«**63.8** Lorsqu'il n'y a pas de travaux compensatoires disponibles ou que le défendeur refuse ou néglige de faire de tels travaux, le percepteur, si l'amende n'a pas été acquittée, peut présenter une demande verbale et *ex parte* à un juge de paix pour que soit alors prononcée une peine d'emprisonnement.

«**63.9** Le juge de paix ordonne l'emprisonnement, s'il estime que les mesures prévues dans la présente section pour le recouvrement de l'amende ne peuvent permettre de recouvrer entièrement l'amende due.

«**63.10** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, le juge de paix fixe, pour chaque condamnation, conformément à l'annexe A, la durée de l'emprisonnement pour défaut de paiement de l'amende alors due.

Toutefois, la durée totale de l'emprisonnement pour une même infraction ne peut jamais excéder deux ans moins un jour.

«**63.11** Chaque peine d'emprisonnement pour défaut de paiement de l'amende, s'il en est plus d'une, doit être purgée d'une manière consécutive.

«**63.12** Lorsqu'en vertu d'une loi un défendeur est condamné à la fois à une peine d'emprisonnement et au paiement d'une amende, un juge de paix doit, si les mesures prévues pour le recouvrement de l'amende ont échoué et si l'emprisonnement pour défaut de paiement de l'amende est imposé, ordonner que cet emprisonnement commence à l'expiration du terme d'emprisonnement imposé comme punition de l'infraction.

«**63.13** Le juge de paix qui ordonne l'emprisonnement d'un défendeur délivre un mandat suivant les formules 22 ou 22.1, selon le cas.

«**63.14** Un mandat d'emprisonnement délivré alors qu'un défendeur est déjà incarcéré dans un établissement de détention ou dans un pénitencier doit être remis sans délai au directeur de l'établissement où le défendeur est détenu.

Le juge de paix qui délivre le mandat peut ordonner que l'emprisonnement pour la nouvelle condamnation soit purgé de façon consécutive à toute autre période d'emprisonnement. Toutefois, le juge doit ordonner que l'emprisonnement pour défaut de paiement de l'amende soit purgé de façon consécutive s'il lui est démontré que

l'emprisonnement actuellement en cours a lui-même été imposé pour défaut de paiement d'une amende.

«**63.15** Celui qui, en exécution d'un mandat d'emprisonnement délivré en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, arrête la personne mentionnée ou décrite dans le mandat doit la conduire à l'établissement de détention qui y est indiqué et la remettre, en même temps que le mandat, entre les mains du directeur de cet établissement. Celui-ci donne alors à la personne qui remet ainsi le prévenu à sa garde un reçu énonçant dans quel état et dans quelles conditions le prévenu était lorsqu'il a été ainsi livré.

Ce reçu est rédigé suivant la formule 25.

«**63.16** La personne chargée de l'exécution d'un mandat d'emprisonnement ou d'un bref de saisie, qui reçoit le montant qui y est mentionné et les frais d'exécution, doit sans délai en suspendre l'exécution et verser le montant au percepteur.

Le directeur de l'établissement de détention qui reçoit, après l'incarcération d'une personne, le montant mentionné dans le mandat d'emprisonnement et les frais d'exécution du mandat, doit la remettre en liberté si elle n'est pas détenue pour une autre cause et verser sans délai la somme reçue au percepteur.

«**63.17** Lorsqu'un défendeur s'est engagé à faire des travaux compensatoires et qu'il désire acquitter une partie de l'amende, la durée des travaux compensatoires doit être réduite du nombre de jours correspondant au montant payé.

Toutefois, si l'amende est supérieure au montant correspondant à 500 unités de travail compensatoire, la durée des travaux ne peut être réduite que lorsque la partie de l'amende qui excède ce montant a été payée.

«**63.18** Le défendeur qui désire acquitter l'amende après le début des travaux compensatoires peut le faire en remettant le montant de celle-ci au percepteur du lieu où l'engagement a été conclu, déduction faite de l'équivalent monétaire du travail effectué.

«**63.19** Lorsqu'une personne est ou doit être incarcérée pour défaut de paiement d'une amende et qu'une partie de celle-ci est payée, la durée de l'emprisonnement doit être réduite du nombre de jours correspondant au montant payé.

Toutefois, si l'amende pour une même infraction est supérieure au montant correspondant à deux ans moins un jour, la durée de l'emprisonnement ne peut être réduite que lorsque la partie de l'amende qui excède ce montant a été payée.

« § 2. — *Dispositions applicables aux cours municipales*

«**64.** Le gouvernement désigne par décret les cours municipales auxquelles, malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, les dispositions de la sous-section 1 doivent s'appliquer.

Un tel décret entre en vigueur le jour de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée; il s'applique alors aux causes pendantes en première instance.

«**64.1** Lorsque le jugement est prononcé par un juge d'une cour municipale, les procédures de saisie émanent de celle-ci et elle a juridiction pour entendre et décider de toute matière relative à l'exécution.

«**64.2** Le directeur de l'établissement de détention ou le responsable des programmes de travaux compensatoires peut, malgré un mandat d'emprisonnement délivré par un juge d'une cour municipale visée dans l'article 56.1, offrir au défendeur, suivant la disponibilité des programmes de travaux compensatoires, de payer l'amende alors due par le biais de ces travaux, conformément à l'annexe A.

Si le défendeur accepte, les articles 63.1 à 63.7, 63.17 et 63.18 s'appliquent et la personne qui a offert ces travaux agit alors à titre de percepteur aux fins de ces articles.».

**10.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 74, de la section suivante:

«SECTION XIV

«PROCÉDURE SPÉCIALE

«**74.1** Lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire qu'un contrevenant qui a commis une infraction à une loi se soustraira à la justice, une personne chargée de l'application de cette loi peut exiger un cautionnement.

Le cautionnement est d'un montant équivalant au montant de l'amende minimum et à celui des frais déterminés par règlement. Si la loi à laquelle il a été contrevenu ne comporte pas d'amende minimum, le montant du cautionnement est de 50 \$ ou celui qu'établit un règlement.

«**74.2** Sur réception du cautionnement, la personne chargée de l'application de la loi lui remet un avis sommaire.

L'avis sommaire indique notamment:

a) les nom, prénom et adresse du contrevenant;

- b) la nature, la date, l'heure et le lieu de l'infraction;
- c) le cas échéant, le montant de l'amende minimum;
- d) le montant du cautionnement fourni par le contrevenant; et
- e) toute autre mention nécessaire à l'application d'une loi particulière.

Cet avis ordonne au contrevenant de comparaître devant le tribunal compétent aux temps et lieu indiqués.

«**74.3** L'avis sommaire constitue une sommation dûment autorisée et signifiée, rapportable à la date qui y est fixée.

«**74.4** Une copie de cet avis sommaire et le montant du cautionnement doivent être transmis au greffier du tribunal du lieu de l'infraction dans les quarante-huit heures qui suivent la délivrance de l'avis.

«**74.5** Si le contrevenant refuse ou ne peut fournir le cautionnement, la personne chargée de l'application de la loi peut l'arrêter sans mandat et elle doit le conduire sans délai devant un juge de paix.

«**74.6** Lorsqu'un cautionnement a été fourni suivant l'article 74.1 et qu'une condamnation est prononcée ou qu'un ordre est rendu, le paiement de l'amende et des frais est pris sur le cautionnement; l'excédent de celui-ci, le cas échéant, est remis au défendeur. Si la plainte ou la dénonciation est rejetée, le cautionnement est remboursé au défendeur.».

**11.** L'article 83 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Cette condamnation ou cet ordre est retourné devant la cour d'où provient l'appel pour exécution conformément à la partie I.»;

2° par la suppression du paragraphe 3.

**12.** L'article 84 de cete loi est modifié:

1° par le remplacement des deux dernières lignes du paragraphe 1 par les mots «reçu cet avis les frais de l'appel.»;

2° par la suppression du paragraphe 2.

**13.** L'article 85 de cette loi est abrogé.

**14.** L'article 86 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

«4. Lorsqu'une condamnation ou un ordre doit être exécuté après appel, le greffier de la Couronne doit retourner devant la cour d'où provient l'appel cette condamnation ou cet ordre et tous les documents qui avaient été expédiés à la cour devant laquelle l'appel a été porté, sauf l'avis de l'intention d'appeler et le cautionnement.».

**15.** L'article 88 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**88.** Si les frais imposés au contrevenant ne sont pas payés dans le délai fixé et si le contrevenant ne s'y est pas obligé par un cautionnement, le greffier de la Couronne transmet l'ordonnance de la cour au tribunal du lieu où le jugement fut rendu pour qu'ils soient recouvrés conformément à la section IX de la partie I.

Si les frais imposés au poursuivant ne sont pas payés dans le délai fixé et si le poursuivant ne s'y est pas obligé par un cautionnement, l'ordonnance de la cour est exécutoire, à la demande de la partie qui a droit aux frais, comme un jugement de la Cour supérieure rendu en matière civile, suivant les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'exécution des jugements.».

**16.** L'article 89 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots «le juge de paix procède» par les mots «il est procédé».

**17.** L'article 98 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**98.** La décision sur exposé de cause est retournée devant la cour d'où provient l'appel pour exécution conformément à la partie I.».

**18.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 107, du suivant:

«**107.1** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, le premier alinéa de l'article 55, l'article 56 et l'article 56.1, s'il s'agit d'un appel de la décision d'un juge d'une cour municipale visée dans cet article s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la décision de la cour devant laquelle l'appel est interjeté.».

**19.** L'article 128 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**128.** Le jugement de la Cour d'appel est retourné devant la cour de première instance pour exécution conformément à la partie I.».

**20.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 129, de ce qui suit:

«**129.1** L'article 107.1 s'applique à la présente partie.

## «PARTIE IV

## «RÉGLEMENTATION

«**130.** Le gouvernement peut par règlement:

*a)* déterminer les frais auxquels une partie peut être condamnée en première instance ou en appel;

*b)* déterminer les frais qui peuvent être remis au poursuivant conformément au deuxième alinéa de l'article 51;

*c)* déterminer les frais qui peuvent être accordés aux témoins ainsi que le tarif des honoraires de toute personne chargée, relativement aux poursuites, de l'application de la présente loi;

*d)* fixer, aux fins du cautionnement visé dans l'article 74.1, le montant des frais qui s'ajoutent au montant de l'amende minimum, ou, pour chaque infraction à une loi à l'égard de laquelle aucune amende minimum n'est prévue, le montant du cautionnement lui-même;

*e)* fixer la manière suivant laquelle le défendeur peut satisfaire au cautionnement visé dans l'article 74.1.

Un règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.».

**21.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 130, de l'annexe suivante:

## «ANNEXE A

*«Détermination de l'équivalence entre le montant des sommes dues et la durée de la peine d'emprisonnement et des travaux compensatoires.*

«1. La durée de l'emprisonnement pour chaque infraction et la durée des travaux compensatoires pour toutes les sommes dues au moment de l'engagement sont calculées selon le tableau suivant:

Pour la tranche des sommes dues entre:	Une journée de détention équivalent à:	Une unité de travail compensatoire équivalent à:
1 \$ et 5 000 \$ :	25 \$	30 \$
5 001 \$ et 10 000 \$ :	50 \$	60 \$
10 001 \$ et 15 000 \$ :	75 \$	90 \$
15 001 \$ et 20 000 \$ :	100 \$	120 \$
20 001 \$ et 25 000 \$ :	125 \$	150 \$
25 001 \$ et 30 000 \$ :	150 \$	180 \$
30 001 \$ et 35 000 \$ :	175 \$	210 \$
35 001 \$ et 40 000 \$ :	200 \$	240 \$
40 001 \$ et 45 000 \$ :	225 \$	270 \$
45 001 \$ et 50 000 \$ :	250 \$	300 \$
50 001 \$ et plus :	400 \$	480 \$

«2. Lorsque le nombre de jours pour une tranche est fractionnaire, il est arrondi à l'entier le plus près.

«3. Dans le calcul de la durée de la peine d'emprisonnement, il est ajouté trois jours au total obtenu en vertu des articles 1 et 2.».

**22.** L'annexe de cette loi, intitulée «Formules applicables aux procédures faites en vertu de la Loi sur les poursuites sommaires», devient l'annexe B.

**23.** La formule 9 de l'annexe B de cette loi est modifiée par le remplacement des cinq dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: «, au profit de Sa Majesté, une amende de . . . . .dollars (*ou si l'amende seule est imposée, omettre la mention de l'emprisonnement*).»

**24.** Les formules 16 à 21 de l'annexe B de cette loi sont abrogées.

**25.** La formule 22 de l'annexe B de cette loi est modifiée par le remplacement, au début, des mots et chiffres «22. — (*Article 57*)» par les suivants: «22. — (*Article 63.13*)».



**26.** L'annexe B de cette loi est modifiée par l'insertion, après la formule 22, de la suivante:

«22.1 — (*Article 63.13*)

*Mandat d'emprisonnement à défaut de paiement de l'amende*

Canada  
Province de Québec  
District de .....

Aux constables et aux agents de la paix dans le district de .....  
et au directeur de l'établissement de détention de ce district, à  
.....

Attendu que A.B. de ....., a, le ....., été trouvé coupable devant J.S., juge de paix pour le district de ....., d'avoir (*indiquer l'infraction comme dans la condamnation*) et que A.B. a été condamné, à raison de cette infraction, à payer (*etc ... comme dans la condamnation*) et à payer aussi la somme de .....pour frais.

Attendu que, depuis lors, les mesures prises pour le recouvrement de l'amende n'ont pas permis de la recouvrer entièrement et que le solde dû s'élève à.....

À ces causes, le présent mandat est pour vous enjoindre d'arrêter ledit A.B., de le conduire à l'établissement de détention, à ....., et de le livrer alors au directeur de cet établissement avec le présent mandat. Et je vous enjoins par le présent mandat, à vous, directeur, de recevoir A.B. sous votre garde dans cet établissement de détention, et de l'y emprisonner pendant une durée de .....(*si la sentence doit être consécutive, l'indiquer en conséquence*) à moins que l'amende ne vous soit plus tôt payée; et pour ce faire le présent mandat vous sera d'une autorisation suffisante.

Donné sous mon seing, ce .....jour de .....en l'année..... à  
.....dans ledit district.....

(*Signature*)

Juge de paix du district de .....»

**27.** Les formules 23 et 24 de l'annexe B de cette loi sont abrogées.

**28.** La formule 25 de l'annexe B de cette loi est remplacée par la suivante:

## «25. — (Article 63.15)

*Reçu du directeur lorsqu'un prisonnier est confié à sa garde*

Je certifie par le présent document que j'ai reçu de W.T., constable du district de . . . , la personne de A.B., en même temps qu'un mandat sous le seing de J.S., juge de paix pour le district de . . . , et que A.B. était (*décrire ici l'état et la condition du prévenu*) lorsqu'il a été confié à ma garde.

(Date) . . . . .

(Signature)

Directeur de l'établissement  
de détention du district  
de . . . . .».

**29.** Les formules 29 et 30 de l'annexe B de cette loi sont abrogées.

## SECTION 2: CODE DE PROCÉDURE CIVILE

**30.** L'article 26 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), modifié par l'article 3 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 18*) des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement, au paragraphe 1, du mot «six» par le mot «dix».

**31.** L'article 29 de ce Code, modifié par l'article 5 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 18*) des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

«**29.** Est également sujet à appel, conformément à l'article 511, le jugement interlocutoire de la Cour supérieure, de la Cour provinciale ou, en matière d'adoption, celui du Tribunal de la jeunesse:

1. lorsqu'il décide en partie du litige;
2. lorsqu'il ordonne que soit faite une chose à laquelle le jugement final ne pourra remédier; ou
3. lorsqu'il a pour effet de retarder inutilement l'instruction du procès.

Toutefois, l'interlocutoire rendu au cours de l'instruction n'est pas sujet à appel immédiat et ne peut être mis en question que sur appel du jugement final, à moins qu'il ne rejette une objection à la preuve fondée sur l'article 308 de ce code ou sur l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne ou à moins qu'il ne maintienne une objection à la preuve.

Est réputé interlocutoire le jugement rendu en cours d'instance avant le jugement final.».

**32.** L'article 120 de ce Code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Lorsque la distance totale parcourue par l'officier instrumentant pour une signification ne dépasse pas trente kilomètres pour l'aller et le retour, les frais sont taxés d'après la distance réellement parcourue. Toutefois, lorsque cette distance est supérieure à trente kilomètres, les frais ne peuvent être taxés à un montant plus élevé que si la signification avait été faite par le shérif ou l'huissier le plus proche.».

**33.** L'article 480 de ce Code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«La taxe peut être révisée par le juge dans les trente jours, sur demande signifiée à la partie adverse. Le jugement alors rendu est final et sujet à appel suivant les règles prévues par l'article 26.

Toutefois, sauf recours en répétition s'il y a lieu, ni la demande de révision, ni l'appel du jugement sur cette demande ne suspendent l'exécution à moins que le montant du mémoire tel que taxé ou révisé n'excède 10 000 \$, auquel cas l'exécution est suspendue pour l'excédent de ce montant.».

**34.** L'article 494 de ce Code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**494.** La demande de permission d'appeler, dans les cas visés au paragraphe 4 de l'article 26, à l'article 511 et au premier alinéa de l'article 850, doit être présentée dans les trente jours de la date du jugement, par requête accompagnée d'une copie du jugement et des pièces de la contestation, si elles ne sont pas reproduites dans le jugement.».

**35.** L'article 497 de ce Code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois, un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, lorsque l'appel paraît abusif ou dilatoire, ou pour quelque autre raison spéciale, ordonner à l'appelant de fournir, dans le délai qu'il fixe, un cautionnement pour une somme déterminée, destiné à garantir, en totalité ou en partie, le paiement des frais d'appel et du montant de la condamnation, au cas où le jugement serait confirmé.».

**36.** L'article 499 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**499.** Dans les dix jours qui suivent la réception de l'inscription par le greffe des appels, l'intimé doit y produire un acte de comparution.

Avant cette comparution, les actes de procédure destinés à l'intimé peuvent être signifiés au procureur qui représentait l'intimé en

première instance, à moins d'une disposition qui exige la signification à la partie elle-même.».

**37.** L'article 501 de ce Code est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«5. de son caractère abusif ou dilatoire; à défaut de le rejeter, la Cour peut assujettir cet appel aux conditions qu'elle détermine.»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«L'irrecevabilité de l'appel pour l'un des motifs prévus aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 du premier alinéa n'est pas couverte par le seul défaut de l'opposer dans le délai fixé; mais si l'appel est rejeté sur une requête faite tardivement, les dépens sont les mêmes que si celle-ci avait été faite dans le délai, à moins que le tribunal n'en décide autrement.».

**38.** L'article 503 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**503.** Dans les soixante-quinze jours du dépôt de l'inscription ou du jugement rendu sur une demande faite en vertu de l'article 501, l'appelant doit produire au greffe son mémoire, en sept exemplaires, et il doit en signifier deux autres exemplaires à l'intimé.».

**39.** Les articles 503.1 à 503.3 de ce Code sont abrogés.

**40.** L'article 504 de ce Code est modifié par la suppression du second alinéa.

**41.** Ce Code est modifié par l'insertion, après l'article 504, du suivant:

«**504.1** Dans les soixante jours de la production au greffe du mémoire de l'appelant, l'intimé doit produire au greffe son mémoire, en sept exemplaires, et il doit en signifier deux autres exemplaires à l'appelant.».

**42.** L'article 505 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**505.** Lorsque l'appelant ne produit pas son mémoire dans les délais fixés, un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, rejeter l'appel ou rendre les ordonnances appropriées; si c'est l'intimé qui est en défaut, la Cour peut refuser de l'entendre.».

**43.** L'article 507 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**507.** Les parties exposent dans leurs mémoires l'objet du litige, leurs prétentions et leurs conclusions. Chacune doit joindre à son mémoire une copie des pièces et les extraits de la preuve nécessaires à la détermination des questions en litige.

L'appelant doit, de plus, joindre à son mémoire copie des actes de procédure de la contestation liée, du jugement frappé d'appel et, le cas échéant, des notes produites par le juge ou, s'ils ont été donnés oralement, de la transcription ou de la traduction des motifs du jugement.

Les mémoires doivent être préparés en la manière prévue par les règles de pratique.».

**44.** L'article 507.2 de ce Code est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots «d'au moins trente jours» par les mots «d'au moins soixante jours».

**45.** L'article 509 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**509.** En appel, il y a ouverture, notamment, à intervention, reprise d'instance, constitution de nouveau procureur, récusation, désaveu et désistement, dans les mêmes cas qu'en première instance.

Un incident est soulevé par requête et la procédure est la même qu'en première instance, à moins de règles de pratique contraires.

Cependant, la requête pour cesser d'occuper, la constitution de nouveau procureur, le désaveu et le désistement sont de la compétence d'un juge. Il peut aussi entendre une demande de récusation dans une affaire dont il est saisi.

La Cour ou le juge, selon le cas, peut, à l'occasion d'un incident, permettre la production de documents, recevoir des affidavits, entendre des témoins et même renvoyer la cause devant le tribunal de première instance pour qu'il y soit fait quelque preuve s'y rapportant.».

**46.** L'article 511 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**511.** L'appel d'un jugement interlocutoire n'a lieu que sur permission accordée par un juge de la Cour d'appel, lorsqu'il estime qu'il s'agit d'un cas visé à l'article 29; il doit alors décider de la continuation ou de la suspension de procédures de première instance.

Toutefois, l'appel du jugement interlocutoire rejetant une objection à la preuve fondée sur l'article 308 de ce Code ou sur l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne n'est pas assujéti à une permission. De plus, cet appel ne suspend pas l'instance, mais le juge de première instance ne peut rendre son jugement final ni entendre la preuve visée par l'objection tant que l'appel du jugement interlocutoire n'est pas décidé.

L'appel d'un jugement interlocutoire est soumis aux règles applicables à un jugement final; cependant, l'appelant doit produire au greffe et signifier à l'intimé son mémoire dans les quinze jours du

dépôt de l'inscription en appel et l'intimé n'est pas tenu de produire de mémoire.

À moins que le juge en chef n'en décide autrement, l'appel est entendu par préférence, à la première session qui suit la production du mémoire.».

**47.** L'article 554 de ce Code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Lorsque la distance totale parcourue par l'officier instrumentant pour l'exécution ne dépasse pas trente kilomètres pour l'aller et le retour, les frais sont taxés d'après la distance réellement parcourue. Toutefois, lorsque cette distance est supérieure à trente kilomètres, les frais ne peuvent être taxés à un montant plus élevé que si l'exécution avait été faite par le shérif ou l'huissier le plus proche.».

**48.** L'article 589 de ce Code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Cependant, lorsqu'un percepteur des pensions alimentaires agit comme saisissant en vertu de l'article 659.3, aucune avance ne peut être requise de la part de l'officier chargé du bref.».

**49.** L'article 738 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**738.** Dans les cinq jours de la signification du bref, le défendeur peut demander l'annulation de la saisie en raison de l'insuffisance ou de la fausseté des allégations de l'affidavit sur la foi duquel le bref a été délivré.

Si une enquête est nécessaire, elle doit être tenue avec diligence.

Il appartient au saisissant de prouver la véracité des allégations contenues dans son affidavit.».

**50.** L'article 850 de ce Code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**850.** La décision qui refuse l'autorisation d'exercer le recours prévu au présent chapitre ainsi que celle qui l'accorde sont sujettes à appel mais, dans ce dernier cas, avec la permission d'un juge de la Cour d'appel. Cet appel est régi par les articles 491 et suivants, dans la mesure où ils peuvent s'appliquer.».

**51.** L'article 859 de ce Code est modifié par le remplacement des paragraphes 2 et 3 par les suivants:

«2. le protonotaire doit transmettre le dossier dans les deux jours du dépôt de l'inscription;

«3. à l'exception de l'appelant, les parties qui désirent être entendues doivent comparaître. Les parties peuvent produire leurs mémoires dans les cinq jours de la réception de l'inscription par le greffe de la Cour d'appel;».

**52.** L'article 953 de ce Code est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) une créance qui n'excède pas huit cent dollars;».

**53.** L'article 957.1 de ce Code est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**957.1** Une personne ne peut, en vue de se prévaloir du présent livre, diviser, directement ou indirectement, une créance excédant huit cents dollars en autant de créances n'excédant pas huit cents dollars.»;

2° par le remplacement du paragraphe *a* du troisième alinéa par le suivant:

«*a*) qui a été volontairement réduite par le créancier à un montant n'excédant pas huit cents dollars;».

**54.** L'article 983 de ce Code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**983.** Un débiteur poursuivi suivant les autres livres du présent code pour une somme n'excédant pas huit cents dollars par un créancier qui n'est pas admis à se prévaloir du présent livre peut, s'il a l'intention de contester l'action, de se prévaloir du paragraphe *e* de l'article 962 ou, s'il ne s'est pas prévalu de l'article 652, de proposer des modalités de paiement, demander par écrit au greffier du tribunal d'où émane le bref que la cause soit continuée suivant les dispositions du présent livre.».

**55.** L'article 989 de ce Code est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**989.** Le créancier d'une petite créance doit déposer entre les mains du greffier, pour couvrir les frais, la somme de dix dollars lorsque la créance n'excède pas deux cent cinquante dollars et la somme de vingt dollars lorsque la créance excède deux cent cinquante dollars.»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Une personne qui démontre qu'elle est un bénéficiaire d'aide sociale en vertu de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) n'a pas à effectuer ce dépôt.».

**56.** L'article 992 de ce Code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**992.** Dans toute action dont le montant n'excède pas huit cents dollars et qui n'est pas instituée suivant le présent livre, le défendeur qui a été condamné par défaut de comparaître ou de plaider alors qu'il aurait été admis à se prévaloir de l'article 983 est tenu au remboursement des frais du demandeur.».

**57.** L'article 993 de ce Code, modifié par l'article 13 du chapitre 21 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

«4. Le débiteur du jugement paie comme frais d'exécution les frais d'huissier et la somme de dix dollars, si le montant du jugement n'excède pas deux cent cinquante dollars ou, de vingt dollars, si le montant du jugement excède deux cent cinquante dollars. L'excédent des frais d'exécution est payé par le ministre de la Justice.

Si les frais d'huissier n'ont pu être payés par le débiteur, le ministre de la Justice les assume mais il est alors subrogé dans les droits de l'huissier contre le débiteur.».

### SECTION 3: AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

#### Code civil

**58.** Le Code civil est modifié par l'insertion, après l'article 1078, du suivant:

«**1078.1** Le montant accordé par jugement pour l'inexécution d'une obligation porte intérêt au taux légal ou, le cas échéant, au taux légalement convenu entre les parties, depuis la date de l'institution de la demande en justice.

Il peut être ajouté au montant ainsi accordé une indemnité calculée en appliquant à ce montant, à compter de ladite date, un pourcentage égal à l'excédent du taux d'intérêt fixé suivant l'article 28 de la Loi sur le ministère du revenu (L.R.Q., chapitre M-31) sur le taux légal d'intérêt ou, le cas échéant, sur le taux convenu.».

**59.** L'article 1233 de ce Code, modifié par l'article 2 du chapitre 86 des lois de 1971, l'article 8 du chapitre 74 des lois de 1973, l'article 87 du chapitre 83 des lois de 1975 et l'article 45 du chapitre 73 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Dans toute matière où le principal de la somme ou la valeur demandée n'excède pas huit cents dollars;».



**60.** L'article 1235 de ce Code, modifié par l'article 5 du chapitre 68 des lois de 1972, l'article 88 du chapitre 83 des lois de 1975 et l'article 46 du chapitre 73 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement dans le premier alinéa des mots «cinq cents» par les mots «huit cents».

**61.** L'article 1236 de ce Code, modifié par l'article 6 du chapitre 68 des lois de 1972 et remplacé par l'article 89 du chapitre 83 des lois de 1975 et l'article 47 du chapitre 73 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**1236.** La preuve testimoniale ne peut être admise sur la demande d'une somme n'excédant pas huit cents dollars, si cette somme est le solde ou fait partie d'une créance en vertu d'un contrat qui ne peut être prouvé par témoins.

Le créancier peut néanmoins prouver par témoins la promesse du débiteur de payer ce solde s'il n'excède pas huit cents dollars.».

**62.** L'article 1237 de ce Code, modifié par l'article 7 du chapitre 68 des lois de 1972 et remplacé par l'article 90 du chapitre 83 des lois de 1975 et l'article 48 du chapitre 73 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**1237.** Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes qui, réunies, forment une somme qui excède huit cents dollars, la preuve par témoins peut être admise si les créances procèdent de différentes causes ou ont été contractées à des époques différentes et étaient originellement chacune d'une somme moindre que huit cents dollars.».

**63.** L'article 1979*b* de ce Code, édicté par l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1940, remplacé par l'article 2 du chapitre 7 des lois de 1959-1960 et par l'article 2 du chapitre 95 des lois de 1960-1961, modifié par l'article 1 du chapitre 57 des lois de 1962 et remplacé par l'article 3 du chapitre 79 des lois de 1974, est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**1979*b*.** Le nantissement doit être constaté par acte notarié, en minute ou en brevet, ou par acte sous seing privé décrivant les biens nantis et l'immeuble où ils se trouvent.»;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Mention de l'enregistrement doit être faite dans le registre des nantissements agricoles et forestiers et la radiation en est faite selon l'article 2151.».

**64.** L'article 1979*c* de ce Code, édicté par l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1940 et modifié par l'article 4 du chapitre 79 des lois

de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, au premier alinéa, du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Vendre ces biens à l'enchère aux date, heure et lieu fixés dans un avis transmis à la dernière adresse connue de l'emprunteur et, le cas échéant, de la personne qui a nanti ses biens, et publié ensuite au moins trois jours avant cette date selon les règles prévues à l'article 139 du Code de procédure civile.».

**65.** L'article 1979*e* de ce Code, édicté par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1962, est remplacé par le suivant:

«**1979*e*.** Une personne qui a qualité de commerçant peut nantir, tout en en conservant la garde, de l'outillage et du matériel d'équipement professionnel.

Ce nantissement ne peut que garantir un prêt qui n'excède pas dix ans ou une ouverture de crédit qui n'excède pas cinq ans, consentis à cette personne.

Elle a alors, envers le créancier, les obligations d'un emprunteur des effets nantis, sans avoir droit à des frais de garde ou de conservation.».

**66.** L'article 1979*f* de ce Code, édicté par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1962, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**1979*f*.** Ce nantissement doit être constaté par acte notarié, en minute ou en brevet, ou par acte sous seing privé.».

**67.** L'article 1979*g* de ce Code, édicté par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1962, est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Mention de l'enregistrement et de son renouvellement doit être faite dans le registre des nantissements commerciaux et la radiation en est faite selon l'article 2151.».

**68.** L'article 1979*i* de ce Code, édicté par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1962, est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° vendre ces biens à l'enchère aux date, heure et lieu fixés dans un avis transmis à la dernière adresse connue de l'emprunteur et publié ensuite au moins trois jours avant cette date selon les règles prévues à l'article 139 du Code de procédure civile.».

**69.** L'article 2131 de ce Code, modifié par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1943, par l'article 28 du chapitre 72 des lois de 1947,

par l'article 16 du chapitre 45 des lois de 1948 et par l'article 10 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, l'enregistrement fait avant le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur du présent alinéa*), d'un acte de nantissement agricole, forestier ou commercial qui a été consenti en vertu de l'article 1979*a* ou de l'article 1979*e* et signé devant deux témoins est valide même si l'acte n'a pas été prouvé par le serment de l'un des deux témoins.».

**70.** L'article 2161 de ce Code, modifié par l'article 1 du chapitre 39 des lois de 1902, par l'article 1 du chapitre 48 des lois de 1912, par l'article 1 du chapitre 76 des lois de 1918, par l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1922, par l'article 8 du chapitre 46 des lois de 1943, par l'article 33 du chapitre 45 des lois de 1948, par l'article 20 du chapitre 11 des lois de 1980 et par l'article 3 du chapitre 14 des lois de 1981, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«1. Un index ou répertoire, par ordre alphabétique, des noms de toutes les personnes désignées dans les actes ou les documents enregistrés mais non inscrits à l'index des immeubles, au registre des nantissements agricoles et forestiers ou au registre des nantissements commerciaux, comme acquérant ou transmettant quelque droit affecté par l'enregistrement, avec renvoi au numéro de l'acte ou du document; dans les bureaux où un système informatique est utilisé, les noms des personnes désignées dans les actes ou documents enregistrés et inscrits à l'index des immeubles, au registre des nantissements agricoles et forestiers ou au registre des nantissements commerciaux sont également inscrits dans cet index ou répertoire.»;

2° par l'addition, après le paragraphe 3, des paragraphes suivants:

«4. Un registre des nantissements agricoles et forestiers, par ordre alphabétique des noms des personnes ayant nanti leurs biens, avec renvoi au numéro et à la date d'enregistrement de l'acte et avec mention de l'immeuble désigné dans l'acte;

«5. Un registre des nantissements commerciaux, par ordre alphabétique des noms des personnes ayant nanti leurs biens, avec renvoi au numéro et à la date d'enregistrement de l'acte et avec mention du lieu prévu à l'article 1979*f*.».

**71.** L'article 2161*c* de ce Code, édicté par l'article 5843 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 23 du chapitre 11 des lois de 1980 et par l'article 5 du chapitre 14 des lois de 1981, est

de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, des alinéas suivants:

«L'enregistrement de l'avis d'adresse ou de domicile élu d'une personne morale se fait conformément au premier alinéa pour le premier avis qu'elle produit, après le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent alinéa*), dans une division d'enregistrement. Par la suite, cette personne doit, dans tout acte ou document stipulant en sa faveur une hypothèque ou un privilège affectant un immeuble situé dans cette division, donner avis de son adresse ou de son domicile élu en référant, immédiatement après son identification, au numéro d'enregistrement de cet avis.

Lorsqu'une personne morale change d'adresse ou de domicile élu, elle en avise le registrateur de chaque division d'enregistrement dans laquelle se trouvent situés des immeubles affectés en sa faveur d'une créance hypothécaire ou privilégiée, et cet avis a le même effet pour chacun de ces immeubles que s'il avait été donné en vertu de l'article 2161*b*; le registrateur n'est pas tenu de noter l'avis dans l'index des immeubles.».

**72.** L'article 2161*e* de ce Code, édicté par l'article 5843 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 2 du chapitre 30 des lois de 1905, par l'article 1 du chapitre 94 des lois de 1935, par l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1945, par l'article 24 du chapitre 11 des lois de 1980 et par l'article 6 du chapitre 14 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement, au cinquième alinéa, du mot «deuxième» par le mot «troisième».

### Loi sur les cités et villes

**73.** Les articles 654 à 661 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) sont remplacés par le suivant:

«**654.** Conformément à la section II de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72), une cour municipale peut avoir juridiction sur le territoire d'une municipalité autre que celle où elle a été constituée.».

### Loi sur les cours municipales

**74.** L'article 2 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72) est modifié par l'addition, à la fin, après le mot «règlement», des mots «ou dans un rayon de 20 kilomètres de celle-ci».

**75.** L'article 7 de cette loi, modifié par l'article 39 du chapitre 2 des lois de 1982, est de nouveau modifié par l'addition, dans la sixième ligne du premier alinéa du paragraphe 2, après le mot «étahlie», des mots «ou dans un rayon de 20 kilomètres de celle-ci».

**76.** L'article 7.1 de cette loi, édicté par l'article 40 du chapitre 2 des lois de 1982, est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «ou concourant à la teneur d'un règlement mentionné dans l'article 2».

### **Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires**

**77.** L'article 1 de la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires (L.R.Q., chapitre E-19) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «une autre province du Canada» par ce qui suit: «un état, une province ou un territoire désigné suivant l'article 10».

**78.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant:

«**1.1** Lorsqu'un jugement indique un montant en monnaie étrangère, le protonotaire convertit ce montant en monnaie canadienne selon le taux de change en vigueur à la date de ce jugement.».

**79.** L'article 4 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots «rendu dans une autre province du Canada».

**80.** L'article 7 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «rendu dans une autre province».

**81.** L'article 8 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la dernière ligne du premier alinéa, des mots «une autre province du Canada» par ce qui suit: «un état, une province ou un territoire désigné selon l'article 10»;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots «au ministre chargé de l'administration de la justice dans la province» par ce qui suit: «à la personne compétente dans l'état, la province ou le territoire».

**82.** L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots «au ministre chargé de l'administration de la justice dans la province» par ce qui suit: «à la personne compétente dans l'état, la province ou le territoire».

**83.** L'article 10 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**10.** Le gouvernement peut, par décret, désigner tout état, province ou territoire dans lequel il estime qu'il existe une législation substantiellement semblable à ce que prévoit la présente loi et

permettant l'exécution d'un jugement portant condamnation à des aliments rendu au Québec.

Le décret indique également la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour chaque état, province ou territoire qu'il désigne; il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

### Loi sur les fabriques

**34.** L'article 1 de la Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1), modifié par l'article 24 du chapitre 14 des lois de 1981, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) «curé»: le clerc qui est préposé à l'administration d'une paroisse selon les dispositions du droit ecclésial de l'Église catholique romaine;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) «desservant»: le clerc qui est préposé à l'administration d'une desserte;»;

3° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *g*, après le mot «formée», de ce qui suit: «du président d'assemblée,»;

4° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe *j*, des mots «le curé ou le clerc» par les mots «un clerc»;

5° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«*m*) «président d'assemblée»: la personne nommée spécifiquement par l'évêque pour convoquer et présider, dans une paroisse ou une desserte, l'assemblée de fabrique et l'assemblée des paroissiens ou, à défaut d'une telle nomination, le curé ou le desservant.».

**35.** L'article 4 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *e*, après le mot «desservants» de ce qui suit: «, les présidents d'assemblée».

**36.** L'article 14 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot «charge», de ce qui suit: «de président d'assemblée,».

**37.** L'article 17 de cette loi, modifié par l'article 25 du chapitre 14 des lois de 1981, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«*h*) le nom du clerc qui occupe la fonction d'évêque catholique romain du diocèse, de curé d'une paroisse ou de desservant d'une desserte et le nom de la personne qui occupe la fonction de président d'assemblée.».

**88.** L'article 38 de cette loi, remplacé par l'article 28 du chapitre 14 des lois de 1981, est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, du mot «complets».

**89.** L'article 43 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**43.** Une assemblée de fabrique peut être convoquée par l'évêque du diocèse, le président d'assemblée ou deux membres de la fabrique.

Avis écrit d'une assemblée de fabrique doit être donné par l'évêque, le président d'assemblée ou le secrétaire de la fabrique au moins trois jours francs avant celui qui est fixé pour la tenue de l'assemblée; cet avis doit indiquer le lieu, le jour, l'heure et l'objet de l'assemblée.».

**90.** L'article 45 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots «curé ou desservant» par les mots «président d'assemblée»;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Si le président d'assemblée est absent ou incapable d'agir ou s'il refuse d'agir, l'évêque ou son délégué peut présider l'assemblée de fabrique; il est alors considéré comme un membre de la fabrique et jouit du même droit de vote que le président d'assemblée.».

**91.** L'article 50 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**50.** L'assemblée des paroissiens est convoquée par le président d'assemblée ou par le curé ou desservant.».

**92.** L'article 52 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**52.** L'assemblée des paroissiens est présidée par le président d'assemblée. Toutefois, si celui-ci est absent ou incapable d'agir ou s'il refuse d'agir, l'évêque ou son délégué peut présider l'assemblée. Celui qui préside l'assemblée n'y a pas droit de vote.».

### Loi sur la fonction publique

**93.** L'article 50 de la Loi sur la fonction publique (L. R. Q., chapitre F-3.1), remplacé par l'article 3 du chapitre 3 des lois de 1981, est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe c, de ce qui suit: «une décision de l'Office en cette matière est sujette à appel devant un comité d'appel constitué en vertu de l'article 10 ou devant un tribunal d'arbitrage constitué en vertu d'une convention collective de travail et une décision alors rendue lie l'Office;».

## Loi sur les huissiers

**94.** L'article 1 de la Loi sur les huissiers (L.R.Q., chapitre H-4) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *f*, des mots «ou un fonctionnaire qu'il désigne».

**95.** L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Le ministre révoque le permis de tout huissier qui:

1° refuse ou omet de payer les droits annuels visés à l'article 8;

2° ne fournit pas le cautionnement prescrit; ou

3° ne remplit plus l'une des conditions requises par l'article 4, à l'exception du paragraphe *g*.».

**96.** L'article 10 de cette loi est abrogé.

**97.** L'article 11 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne, des mots «suspend ou».

**98.** L'article 12 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots «la suspension ou».

**99.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12, de ce qui suit:

### «SECTION II.1

#### «COMITÉ DE DISCIPLINE

«**12.1** Le gouvernement constitue un comité de discipline formé de trois membres dont un président, choisi parmi les membres du Barreau du Québec, un huissier et une personne qui n'est ni avocat, ni huissier.

Le ministre désigne un secrétaire parmi le personnel de la fonction publique.

Le gouvernement fixe les honoraires et les allocations des membres du comité qui ne sont pas fonctionnaires.

«**12.2** Les membres du comité sont nommés pour un mandat n'excédant pas cinq ans. Malgré l'expiration de leur mandat, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

En cas d'incapacité d'agir d'un membre du comité par suite d'absence, de maladie ou de conflit d'intérêt, le gouvernement nomme pour le remplacer une personne ayant la même qualité.



«**12.3** Le comité se réunit aussi souvent que nécessaire, sur convocation de son président. Les réunions sont tenues dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal ou de celle de Québec.

«**12.4** Les membres du comité ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

«**12.5** Le comité reçoit et examine toute plainte portée contre un huissier qui a été trouvé coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, ou qui lui reproche d'avoir refusé, omis ou négligé de se soumettre aux prescriptions de la présente loi ou des règlements, après en avoir été requis par un écrit du ministre.

Il examine de plus toute plainte qui met en cause la probité ou la compétence d'un huissier ou qui lui reproche d'avoir commis un des actes dérogatoires à la dignité de la fonction d'huissier, déterminés par règlement.

«**12.6** Une plainte peut être portée par toute personne; elle est adressée par écrit au secrétaire du comité et relate les faits reprochés.

Le comité procède à une analyse sommaire de la plainte et s'il constate qu'elle n'est pas fondée ou que son caractère et son importance sont mineurs, il avise le plaignant et l'huissier qu'il ne procédera pas à l'examen de la plainte et leur indique ses motifs.

«**12.7** Le comité, après avoir convoqué l'huissier, procède à l'examen de la plainte. Il entend l'huissier et, le cas échéant, son procureur, ses témoins ainsi que toute autre personne intéressée.

Il peut aussi convoquer toute personne apte à témoigner sur les faits.

Tout témoin convoqué qui ne se présente pas devant le comité ou qui refuse de témoigner commet une infraction à la présente loi.

«**12.8** Une partie peut demander la récusation d'un membre du comité pour l'une des causes prévues par les articles 234, à l'exception du paragraphe 7, et 235 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25).

De plus, un membre du comité, s'il connaît en sa personne une cause valable de récusation, est tenu de la déclarer.

«**12.9** Si, après examen, le comité est d'avis que la plainte est fondée, il peut imposer une sanction consistant en une réprimande, en une suspension ou en la révocation du permis.

La décision du comité est prise à la majorité; elle doit être motivée et signée.

«**12.10** Le comité doit aviser les parties de sa décision, par lettre recommandée ou certifiée, et transmettre copie de sa décision de suspendre ou de révoquer un permis au protonotaire du district du domicile de l'huissier.

Copie de toute décision doit aussi être transmise au ministre.

Le protonotaire doit afficher la décision dans le palais de justice et aviser, par écrit, le comité et le ministre, de la date de cet affichage.

## «SECTION II.2

### «APPEL».

**100.** L'article 13 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot «ministre», des mots «ou du comité de discipline».

**101.** L'article 14 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin de la première phrase, de ce qui suit: «ou, selon le cas, au comité de discipline»;

2° par le remplacement, à la fin, des mots «visée à l'article 11» par les mots «de la décision du ministre ou du comité de discipline».

**102.** L'article 15 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, des mots «du ministre»;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «ministre», des mots «ou, selon le cas, au comité de discipline».

**103.** L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *k* par le suivant:

«*k*) établir, après consultation du comité consultatif, un tarif d'honoraires des huissiers et un tarif de leur frais de transport;».

## Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques

**104.** La Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 91, du suivant:

«**91.1** Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un local dans lequel le public est admis ne peut permettre que des boissons alcooliques y soient consommées, à moins qu'il ne soit détenteur d'un permis pour ce local et qu'il ne s'agisse de boissons qu'il s'est procuré en vertu du permis qu'il détient.

Le présent article ne s'applique pas à un local désigné comme «restaurant» au sens de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre H-3).».

### **Loi sur le ministère de la Justice**

**105.** Le texte anglais de l'article 7 de la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots «a deputy» par les mots «an assistant deputy».

### **Loi sur les privilèges des magistrats**

**106.** L'article 1 de la Loi sur les privilèges des magistrats (L.R.Q., chapitre P-24) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«En outre, les membres d'un tribunal visé à l'article 260 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) jouissent de la même immunité que les juges de la Cour supérieure.».

**107.** L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**2.** Il ne peut être adjugé de dépens contre un membre d'un tribunal visé à l'article 260 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans une procédure en annulation ou en révision d'une décision, sauf au cas de contestation de sa part.».

### **Loi sur la probation et sur les établissements de détention**

**108.** L'article 19.6 de la Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26) est remplacé par les suivants:

«**19.6** La Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) s'applique à une personne détenue dans un établissement de détention qui exécute un travail dans le cadre d'un programme d'activités rémunérées et à une personne qui exécute une ordonnance de probation comportant des travaux communautaires.

Pour l'application de cette loi:

1° ces personnes sont réputées être des travailleurs rémunérés au sens de cette loi;

2° la prestation due à la personne qui exécute des travaux communautaires est calculée sur son revenu hebdomadaire moyen habituel si elle a alors un emploi ou, si elle n'en a pas, sur son revenu hebdomadaire moyen estimé, ce dernier étant établi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, suivant le paragraphe 4°;

3° la prestation due à une personne détenue est calculée sur son revenu hebdomadaire moyen estimé, lequel est établi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, suivant le paragraphe 4°;

4° aux fins des paragraphes 2° et 3°, la Commission tient compte des revenus que la personne aurait gagnés au moment de l'accident si, lors de cet accident, elle avait exercé l'emploi qu'elle occupait avant d'effectuer les travaux communautaires ou avant son incarcération selon le cas; toutefois si la Commission ne peut ainsi établir le revenu hebdomadaire moyen, elle le détermine selon la méthode qu'elle croit la mieux appropriée dans les circonstances;

5° les articles 19.2, 19.3 et 19.4 s'appliquent à la prestation due à une personne détenue;

6° le gouvernement est présumé être l'employeur de ces personnes;

7° la cotisation de l'employeur est établie selon les normes appliquées en vertu de cette loi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

«**19.6.1** Malgré l'article 6 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1), seuls les articles 12 à 48 et le paragraphe 11 de l'article 51 de cette loi s'appliquent à une personne détenue dans un établissement de détention qui exécute un travail dans le cadre d'un programme d'activités rémunérées, et à une personne qui exécute une ordonnance de probation comportant des travaux communautaires.

Pour l'application de cette loi:

1° le gouvernement est présumé être l'employeur de cette personne;

2° la cotisation de l'employeur est établie selon les normes appliquées en vertu de cette loi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.».

**109.** L'article 19.7 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne, après ce qui suit: «(chapitre R-20)», de ce qui suit: «, la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)».

## Loi sur la Régie du logement

**110.** L'article 83 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1) est modifié par la suppression des mots «signifiée à la partie adverse et».

## Loi sur les tribunaux judiciaires

**111.** L'article 82 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Un juge des sessions peut également, avec le consentement écrit du juge en chef, exercer contre rémunération des activités pédagogiques.».

**112.** L'article 126.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du nombre «trois» par le nombre «quatre».

**113.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 230 du suivant:

«**230.1** Le gouvernement peut, si un juge visé dans l'article 230 recouvre la santé, renommer celui-ci juge du tribunal où il exerçait ses fonctions judiciaires sans que la procédure de sélection prévue par un règlement adopté en vertu de l'article 81.2 ne s'applique et même si tous les postes du tribunal où il est ainsi nommé sont alors comblés.

La fin de l'incapacité permanente est établie, après enquête, par le Conseil de la magistrature, à la demande du ministre de la Justice.».

## SECTION 4: DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**114.** Les plans et livres de renvoi pour les lots 5 à 101 du rang B, 669, 758 à 779, 783 à 788, 919, 920, 938 à 1139 et pour le bloc 119 du cadastre du canton de Bourlamaque et les plans et livres de renvoi pour le cadastre du village de Senneterre sont en vigueur depuis la date de leur dépôt au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi même si aucune proclamation ou aucun arrêté n'a été émis en vertu de l'article 2169 du Code civil.

**115.** Les plans et livres de renvoi pour les lots 756, 757, 780 à 782, 789 à 918 du cadastre du canton de Bourlamaque confectionnés en vertu de l'article 2175 du Code civil sont valides à compter de la date de leur dépôt au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi comme si leur confection avait été effectuée conformément à

l'article 2 du chapitre 261 des Lois refondues de 1925 ou à l'article 2 du chapitre 320 des Lois refondues de 1941.

**116.** Les plans et livres de renvoi pour les resubdivisions 1 à 4 de la subdivision 105 du lot 34, les subdivisions 850 à 914 et 930 à 1013 du lot 34, les subdivisions 2 et 3 du lot 35 et les subdivisions 1 et 2 du lot 743 du cadastre du canton de Bourlamaque confectionnés en vertu de l'article 130 du chapitre 34 des lois de 1965, de l'article 2 du chapitre 320 des Lois refondues de 1941 ou de l'article 2174*a* du Code civil sont valides à compter de la date de leur dépôt au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi comme si leur confection avait été effectuée conformément à l'article 2175 du Code civil.

**117.** L'enregistrement fait avant l'entrée en vigueur du présent article de documents affectant les lots mentionnés aux articles 114 à 116 est valide même si les plans et livres de renvoi pour ces lots n'étaient pas officiels; il en est de même pour les modifications cadastrales effectuées, avant cette date, sur ces lots en vertu des articles 2174, 2174*a* et 2175 du Code civil ou en vertu de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1).

L'enregistrement fait avant l'entrée en vigueur du présent article d'un document qui se rapporte au cadastre du canton de Bourlamaque est valide même si le document contient une appellation différente de cette appellation officielle, notamment «Ville de Bourlamaque», «town of Bourlamaque» et «township of Bourlamaque, town of Bourlamaque». Un tel document est considéré comme comportant l'appellation officielle du cadastre du «canton de Bourlamaque».

Les articles 2172, 2172*a* et 2173 du Code civil ne s'appliquent pas à ces enregistrements.

**118.** Le registraire de la division d'enregistrement d'Abitibi doit, après l'entrée en vigueur du présent article, modifier l'index des immeubles pour le cadastre du canton de Bourlamaque afin que cet index porte l'appellation officielle de ce cadastre.

**119.** Les règlements, adoptés en vertu de la Loi sur les poursuites sommaires, qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la section 1 de la présente loi, continuent de l'être jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés par un règlement adopté en vertu de l'article 130 de la Loi sur les poursuites sommaires.

**120.** La section 1 de la présente loi s'applique aux causes pendantes en première instance au moment de son entrée en vigueur.

Le défendeur qui s'engage à exécuter des travaux compensatoires à la suite d'un jugement rendu après l'entrée en vigueur de la

section 1 peut également, par cet engagement, acquitter des amendes dues au moment de l'entrée en vigueur de la section 1, malgré les termes de tout jugement ou de tout mandat.

**121.** Les articles 30, 31 et 50 s'appliquent aux causes pendantes à la date de leur entrée en vigueur, mais non aux jugements déjà rendus à cette date et dont les délais d'appel ne sont pas expirés.

**122.** L'article 58 ne s'applique pas à une action commencée avant son entrée en vigueur.

**123.** Le ministre de la Justice peut déférer au comité de discipline constitué en vertu de l'article 12.1 de la Loi sur les huissiers toute plainte qui lui a été transmise avant que le comité ne soit constitué et au sujet de laquelle il n'a pas rendu de décision.

Le comité peut en outre recevoir et examiner toute autre plainte relative à des faits qui se sont produits avant sa constitution.

**124.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

**125.** La section 1 entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du Gouvernement.

Les articles 30, 31, 33 à 46, 49 à 57 et 59 à 62 entreranno en vigueur le premier septembre 1982.

Les articles 58, 63 à 68, 70 et 71 entreranno en vigueur aux dates fixées par proclamation du Gouvernement.

**126.** Sous réserve de l'article 125, la présente loi entreranno en vigueur trente jours après sa sanction.